

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1872>



1915-1916 : l'Union sacrée craquelle de toutes parts ! (partie 2)

- Histoire -



Date de mise en ligne : samedi 22 novembre 2014

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

Second volet de notre série de 3 articles consacrés à la Première guerre mondiale. De Zimmerwald... à Kienthal

Réunie en septembre 1915 dans un petit village suisse près de Berne, la conférence de Zimmerwald marque la première tentative d'unification des forces sociales et politiques qui refusent la poursuite de l'inutile conflit.

Convoquée par les socialistes suisses opposés à la guerre, cette réunion rassemble 38 délégués parmi lesquels des Russes (Lénine, Trotsky, Zinoviev), des Polonais (Karl Radek), des Allemands, des Italiens, des Norvégiens, un délégué du Bund (parti socialiste qui réunit les ouvriers juifs du Yiddishland), des Roumains comme Rakovsky, ainsi que les syndicalistes français Merrheim et Bourderon.

Un Manifeste, rédigé par Trotsky, est adopté au cours la conférence. La position des internationalistes est claire : « Quels que soient les responsables immédiats du déchaînement de cette guerre, une chose est certaine : la guerre qui a provoqué tout ce chaos est le produit de l'impérialisme.

Elle est issue de la volonté des classes capitalistes de chaque nation de vivre de l'exploitation du travail humain et des richesses naturelles de l'univers ».

Le capitalisme est désigné comme l'adversaire à abattre pour rétablir la paix.

Pour les zimmerwaldiens, la réponse est la défense du socialisme abandonné par les dirigeants de la IIème Internationale et la réaffirmation de l'unité de la classe ouvrière par-delà les clivages nationaux : « Ouvriers et ouvrières, mères et pères, veuves et orphelins, blessés et mutilés, à vous tous qui souffrez de la guerre, nous vous crions : par-dessus les frontières, par-dessus les champs de bataille, par-dessus les campagnes et les villes dévastées : prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! ».

Une commission socialiste internationale est désignée pour coordonner les efforts du groupe mais surtout pour diffuser auprès des travailleurs l'idée qu'il faut rompre avec leur bourgeoisie nationale et tendre la main à leurs frères de classe.

Difficile de dire l'écho qu'eut cette réunion auprès des peuples en guerre, mais la censure veille à ce qu'un mur de silence soit élevé autour de cet événement où des socialistes de pays en conflit fraternisent et travaillent à l'avènement d'un nouvel ordre social.

Trotsky, en exil à Paris depuis décembre 1914, poursuit la difficile diffusion de son journal pacifiste Naché Slovo (Notre parole) avec l'aide d'instituteurs comme Fernand Loriot, de rédacteurs de l'École Emancipée et des animateurs de la Vie ouvrière Pierre Monatte et Alfred Rosmer.

Ces militants lancent en novembre 1915 un Comité pour la reprise des relations internationales (CRR). Son but est de rassembler des militants de la SFIO et de la CGT désireux de diffuser les résolutions de Zimmerwald au sein de leurs organisations.

Ce groupe ne dépassera jamais les 150 adhérents.

Les internationalistes donnent de la voix !

Les efforts entrepris à Zimmerwald se poursuivent avec la convocation d'une seconde conférence socialiste internationale en avril 1916.

Elle se tient à Kienthal, toujours dans le canton de Berne. Au plus fort de la terrible bataille de Verdun, ce sont 44 délégués qui se retrouvent en Suisse.

Le gouvernement français refuse de fournir des passeports aux députés SFIO qui comptent se rendre sur place, mais trois d'entre eux parviennent tout de même à passer la frontière et prennent part aux travaux. C'est même l'un d'entre eux, le député de l'Allier Pierre Brizon, qui rédige le manifeste final.

Adressé à tous les peuples belligérants, on y retrouve les mêmes accents que dans le texte de septembre 1915 : « Vos gouvernements, les cliques impérialistes et leurs journaux vous disent qu'il faut tenir jusqu'au bout pour libérer les peuples opprimés. C'est une des plus grandes fourberies imaginées par nos maîtres pour la guerre. Le vrai but de cette boucherie mondiale est pour les uns de s'assurer la possession du butin qu'ils ont rassemblé pendant des siècles et au cours d'autres guerres ; pour les autres d'aboutir à un nouveau partage du monde, afin d'augmenter leur lot en annexant des territoires, en écartelant des peuples, en les rabaisant au niveau des parias ».

Dans les dernières lignes, l'appel à l'insoumission est explicite : « Exercez contre la guerre le maximum de pression possible sur vos élus, sur vos parlementaires, et sur vos gouvernements !

Exigez la fin de la collaboration socialiste aux gouvernements capitalistes de guerre !

Exigez des parlementaires socialistes qu'ils votent désormais contre les crédits demandés pour prolonger la guerre.

Réclamez un armistice immédiat !

Courage ! N'oubliez pas que, malgré tout, vous êtes encore le nombre et que vous pourriez être la force » !

En Allemagne : les Spartakistes disent « à bas la guerre » !

Refusant de voter les crédits de guerre depuis décembre 1914, Karl Liebknecht tente d'organiser ceux qui refusent la poursuite d'une guerre absurde.

Réunis en mars 1915, les amis de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht décident de lancer la revue « Die Internationale », aussitôt interdite.

Ils tentent de percer le mur de la censure en diffusant leur journal désormais clandestin, les « Lettres de Spartakus ».

De sa prison, Rosa Luxemburg écrit de nombreux textes contre la guerre et prend tous les risques pour les faire passer à l'extérieur. La crise au sein du SPD s'approfondit au début de l'année 1916.

L'opposition au conflit se fait entendre jusque dans les rangs les plus modérés du parti.

Pour couper l'herbe sous le pied des contestataires, la direction exclut Liebknecht du groupe parlementaire en janvier 1916 puis, en mars, c'est au tour de 33 autres députés qui ont dénoncé l'état de siège d'être mis hors du groupe.

Il y a cependant des divergences entre les Spartakistes qui défendent une issue révolutionnaire dans la lignée des résolutions de Zimmerwald et les 33 exclus qui ne vont pas aussi loin et se contentent de réclamer des négociations de paix.

Libérée pour quelques mois de sa geôle, Rosa Luxemburg reprend toute sa place dans le mouvement internationaliste.

Le 1er mai 1916, quelques jours après la réunion de Kienthal, alors que la bataille de Verdun fait rage, elle prend la tête avec Liebknecht d'une manifestation à Berlin.

Son mot d'ordre central est clair : à bas la guerre ! Le tract diffusé ne l'est pas moins et se termine ainsi : « Nos ennemis ne sont pas le peuple français, russe ou anglais, ce sont les hobereaux allemands, les capitalistes allemands et leur comité exécutif, le gouvernement allemand !

Luttons contre ces ennemis mortels de toute liberté, luttons pour tout ce que représentent le bien-être et l'avenir de la cause ouvrière, de l'humanité et de la culture ! Halte à la guerre ! Nous voulons la paix ! Vive le socialisme ! ».

En cette journée internationale des travailleurs, il n'est pas de meilleur gage de fidélité aux valeurs de l'internationalisme ouvrier que cette manifestation pacifiste dont Karl et Rosa prennent la tête, à leurs risques et

périls.

Partout la répression... mais le feu pacifiste couve sous la cendre militariste

Ce rassemblement berlinois est un défi lancé à la face des autorités de guerre.

Craignant la contagion et la jonction avec des masses ouvrières de plus en plus remuantes, le gouvernement fait arrêter Liebknecht qui est immédiatement incarcéré et condamné à quatre ans de prison.

Rosa Luxembourg retourne également derrière les barreaux en juillet 1916.

Les deux leaders spartakistes ne seront libérés qu'à l'automne 1918.

La répression sévit aussi en France où Léon Trotsky est expulsé en septembre 1916 vers l'Espagne, puis les Etats-Unis.

Les révolutionnaires russes restent en exil ou enfermés dans les prisons du régime tsariste. L'exaspération du conflit prend même une forme extrême en Autriche lorsque Friedrich Adler, leader de l'aile gauche du SPD autrichien et fervent internationaliste, assassine le 1er ministre de son pays en octobre 1916.

Lâché par la direction du SPD autrichien, dénoncé comme terroriste, Adler fait de son procès une tribune contre la guerre et revendique son acte individuel comme un moyen de réveiller les masses endormies par le nationalisme. En cet automne 1916 la répression militariste semble l'emporter dans toute l'Europe, les pacifistes payant un lourd tribut à leur engagement. Sur le front le ras-le-bol du massacre ne se transforme pas encore en révolte contre les officiers et les généraux.

Alors que s'achève à Verdun la plus sanglante bataille du conflit, aucun doute n'est permis : l'ordre règne en apparence mais le feu contestataire couve sous les cendres.

En Allemagne, une scission irréversible s'est produite dans le SPD : les pacifistes fonderont en avril 1917 leur propre organisation, l'USPD (Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne), dont la Ligue spartakiste constituera le courant révolutionnaire.

En France, un groupe de députés socialistes a rompu les rangs et ne vote plus les crédits de guerre depuis le printemps 1916.

Bientôt les grèves dans les usines et dans les ports secoueront dans toute l'Europe le joug de l'état de siège, et renverseront l'ordre établi en Russie, tandis que les mutineries de soldats sur les différents théâtres d'opération mettront les hiérarchies militaires à rude épreuve. ĩ

(à suivre...)

Julien GUERIN (77)